



Le Rusé

Journal impertinent, insolent, humoristique

Janv 2011
N° 116

Rassemblement
Unitaire
Social
Ecologique

Edito

A chaque fois que se produit un tel drame, nos politiques y vont de leurs grandes promesses. L'affaire de la disparition de Laetitia à St Nazaire n'a pas échappé à la règle. « *Un tel drame ne peut rester sans suite* », déclarait Nicolas Sarkozy lors d'une visite en Loire-Atlantique, ajoutant que la récidive criminelle n'était pas « *une fatalité* ». Pourtant Tony Meilhon, l'assassin présumé, a un lourd passé judiciaire, il a été condamné à plusieurs reprises pour viol avec violence, était sorti de détention en février 2010 et était considéré comme dangereux. Pas suffisamment dangereux manifestement.



Alors comme la société n'a pas su protéger Laetitia d'un récidiviste bien connu de la justice, ce sont les politiques qui vont tenter de nous faire

croire qu'ils prennent les choses en main sur l'air de « ça ne doit plus se reproduire ». Oui, sauf que l'affaire du petit Enis, violé par Francis Evrard, récidiviste, celle de la joggeuse de Fontainebleau, violée par un récidiviste ou celle plus récente, de Natacha Mougel, violée et assassinée dans la forêt de Phalempin, également par un récidiviste, ne devaient plus se reproduire. Et elles se sont malheureusement reproduites. Alors plutôt que de faire de grands discours, il serait peut-être grand temps que les politiques donnent à l'Union syndicale des magistrats les moyens qu'ils réclament. Car pour ce qui est de voter une énième loi, l'USM précise qu'ils disposent déjà de tout l'arsenal législatif nécessaire. Seulement des lois sans les moyens de les faire appliquer, ça ne sert à rien...

Dans un contexte économique particulièrement difficile (depuis l'arrivée de Natacha Bouchard le taux de chômage est passé de 13 à 17,5 % dans le Calaisis), une bonne nouvelle est venue éclaircir l'avenir de Tioxide, entreprise régulièrement annoncée en difficulté pour cause de concurrence de site de production où le coût du travail est moindre.

De quoi s'agit-il ?

La réalisation d'une unité produisant des produits de base pour l'industrie de l'engrais. Le principe consiste à utiliser l'acide issu du procédé de fabrication de l'oxyde de titane (production de l'entreprise) pour produire du sulfate de magnésium à destination des producteurs d'engrais. Cette nouvelle unité devrait utiliser la moitié de l'acide usé.

Avec cette nouvelle production, Tioxide diminuera fortement le coût de traitement de ses déchets et encaissera des ventes là où, antérieurement, il y avait une charge relativement importante. Au final, on va enregistrer une diminution du prix de revient du produit principal, qui associé à une qualité supérieure, le rend particulièrement compétitif.

Pour monter un tel projet, il a fallu plus de deux ans de travail à Dominique Vanneste ancien directeur de l'unité de production devenu chef de projet.

S'il est important de souligner le travail réalisé par l'ensemble des participants à ce projet, il est tout aussi important de reconnaître que si l'entreprise calaisienne est encore là aujourd'hui, elle le doit en grande partie à l'ensemble de son personnel, à la collectivité calaisienne (toute la population) qui a été capable de fournir dans le temps toute l'eau de qualité dont l'entreprise avait besoin (à un coût défiant toute concurrence). Ainsi, en conjuguant le savoir-faire des salariés, la quantité et la qualité de l'eau, on obtenait et on obtient toujours un produit fini de qualité supérieure aux autres sites de production.

Pour que ce projet aboutisse, le groupe Hunstmann (auquel appartient l'entreprise) va investir la somme importante de 30 millions d'euros et devrait bénéficier de subventions non négligeables en provenance de plusieurs collectivités. Le représentant du groupe devait indiquer que « *le principe de cet investissement sera définitivement entériné lorsque toutes les demandes de permis et de subventions en cours auront été finalisées...* » Il devait ajouter « *c'est un exemple fort de développement durable car, en approuvant ce projet, nous allons réduire à la fois la consommation énergétique et les émissions de gaz carbonique* ».

Un projet dont le seul regret pourrait être qu'il ne crée pas directement d'emplois. Tout au plus apprendra-t-on que 55 emplois auront été créés pour l'ensemble de l'entreprise ces trois dernières années. Un regret qui ne doit pas en être un puisqu'au final, l'avènement de ce projet renforce la compétitivité du site calaisien lui redonnant ainsi une longueur d'avance sur ses concurrents.

Jusque quand ? Si l'on ne change pas rapidement l'idée dominante qu'il n'y a que le marché qui décide, il est fort à parier que d'ici 3 à 4 ans, l'un ou l'autre des producteurs extérieurs viendra, après avoir de nouveau fait pression sur les salaires, sur les conditions de travail, sur le coût environnemental, de nouveau directement attaquer la production calaisienne. IL importe donc que ceux qui nous dirigent, agissent au niveau européen et mondial pour que les règles du jeu soient les mêmes pour tous.

Là, ce n'est pas franchement gagné d'autant que la règle des grands groupes reste d'amasser le plus vite possible, en se moquant éperdument au passage de l'avenir de ceux qui créent cette richesse. Allez, on ne résiste pas à vous donner le chiffre que les « cocos » de *La Voix du Nord* ont publié : le groupe Hunstmann c'est quand même 8 milliards de dollars de profits.

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

Disparition

Des salariés de l'OPHLM, inquiets, nous ont alerté sur la disparition d'un de leurs collègues : Gilles Biousse. Celui-ci serait parti un matin, emportant sous son bras de nombreux dossiers, et entraînant dans son sillage, une amie proche, qui était par ailleurs secrétaire de la présidente Courmont. Depuis, aucune nouvelle. Il serait (pas très) activement recherché. Toute personne ayant des informations sur cette



disparition peut se rapprocher de la présidente de l'OPHLM.

Sachez quand même que selon nos informations, il n'est pas parti bien loin : il serait en effet allé s'installer dans l'ancienne trésorerie municipale située boulevard Jacquard (en face de Nord Littoral) et aurait même profité de son intérim au poste de directeur (entre le départ de l'ancien et l'arrivée du nouveau), pour y commander un certain nombre de travaux. La présidente a bien demandé à son agent de revenir fissa au siège. Rien n'y fait. Il fait de la résistante. Mamie Courmont boue.

On le note

Attention, la date du conseil municipal a changé, il n'a plus lieu le mercredi 26 janvier mais le

mercredi 2 février à 18 h 30

Et comme d'habitude, on ne peut que vous encourager à aller y assister.

Le saviez-vous ?

Les amis ou camarades intéressés par le superbe diaporama diffusé lors de la cérémonie des vœux de la section du Calaisis du PCF (mariage de photos du mouvement social, d'actions militantes et de superbes dessins de Babouse) peuvent se le procurer. Prendre contact au siège.

Participation aux frais : 5 €.

Ils ont osé commettre ceci cette semaine

Natacha Bouchart, à propos de KFC : « *Je me félicite de l'attitude citoyenne de l'entreprise KFC, qui fait preuve de sa volonté d'implication dans la vie calaisienne...* »

Le Rusé : Et quelle implication ! Compte tenu de la qualité du menu proposé par KFC, l'entreprise de poulet frit pourra envoyer sa clientèle à l'hôpital de Calais, un bel exemple de partenariat « privé » « public ».

Natacha encore à propos des postes créés à KFC : « *J'ai entendu beaucoup de critiques disant que ce ne seraient que des emplois précaires, moi je me réjouis que cinquante nouveaux CDI sont proposés à Calais. C'est au-delà de nos espérances...* »

Le Rusé : C'est vrai quoi ! C'est quand même mieux d'avoir un CDI en restauration (à KFC, Contrat Difficile à Ingérer) pour 15 heures/semaine et 410 euros mensuels que d'avoir un CDD de maire à 8000 euros mensuels !

Hans Ryckeboer, le très « social » nouveau directeur de l'OPH : « *Le locataire est notre client, puisqu'il paie un loyer tous les mois. Et puisqu'il paie, on lui doit la décence de son logement...* »

Le Rusé : Cette famille du Beau-Marais qui n'a pas

de retard de loyer et dont l'enfant est gravement malade du fait de l'insalubrité de son logement, qui assiège les remparts de l'OPH depuis près de deux ans et se heurte à la surdité et/ou à l'intransigeance de Dame Courmont, appréciera certainement cette déclaration.

Jean-Marc Leroy, médecin et accessoirement adjoint aux sports au sujet de sa candidature aux prochaines élections cantonales : « *Il y a besoin d'un renouveau sur le quartier. Serge Péron a fait son temps. Il n'est présent qu'à une seule commission aux transports, mais c'est ce qui est le moins bien traité.* »

Le Rusé : Alors que le Sénat a détricoté par un amendement, la proposition de loi, Jean-Marc Leroy, lui, se déclare favorable à l'euthanasie... de ses adversaires politiques trop anciens. Ainsi, Serge Péron doit apprécier le fait de savoir qu'il est au bout du rouleau. Mais il sait désormais qu'un médecin est prêt à l'accompagner dans sa fin de vie... politique. En tout cas, ce sont des propos un peu durs et inhabituels tenus par celui que l'on appelle affectueusement dans les couloirs des services de la Ville, le « Bisounours ».

Les initiatives malheureuses de la semaine

De Nicolas Sarkozy, qui en visite aux chantiers navals St Nazaire, s'est exprimé longuement sur le fait divers de la disparition de la jeune Laëtitia, faisant passer au second plan les raisons qui l'ont amené à venir à la rencontre des ouvriers et dirigeants des chantiers. Même si on ne peut qu'être choqué face au destin cruel de cette jeune fille, il est particulièrement indécent qu'il soit récupéré de la sorte par un chef d'état en chute libre dans les sondages.

Et il n'en fallait pas moins pour que les « porteflingues » de l'UMP, relancent l'idée d'une nouvelle proposition de loi sur la récidive, alors que depuis 2007, cinq ont été votées (un fait divers : une loi), sans résultats probants. Cela dit, si l'on réfléchit et que l'on légifère quant aux meilleurs moyens de mettre hors d'état de nuire, les délinquants sexuels et autres psychopathes, et même si les conséquences sont moins dramatiques, on occulte complètement d'autres délinquants : les patrons voyous.

En effet, les Conseil de Prud'hommes ont souvent à faire à des patrons multirécidivistes (on les retrouve plusieurs fois par an devant les juridictions prud'homales, KFC par exemple) qui faute d'une législation sévère, sont nullement découragés à enfreindre le Code du travail, et continuent, par conséquent, à accabler, à maltraiter et à briser, à moindre coût leurs salariés. **Monsieur le Président de la République, à quand une loi sur la récidive des patrons ripoux ?**

De Guillaume Pépy, président et fossoyeur d'entreprise publique, qui cette semaine a exprimé les regrets de la SNCF pour son rôle dans la déportation de juifs vers les camps d'extermination nazis.

Ces regrets auraient été tout à fait louables s'ils découlaient d'une prise de conscience, d'une décision humaniste. Mais non ! Cette déclaration de Guillaume Pépy est dictée par un chantage économique. Celui de voir s'envoler un juteux contrat avec les Etats-Unis (environ 50 milliards de dollars). En effet, des familles de rescapés et des élus américains avaient sommé la SNCF, candidate à des lignes TGV en Floride et en Californie, de s'expliquer sur son rôle pendant l'occupation, voire d'indemniser les descendants.

L'argent n'ayant pas d'odeur, Guillaume Pépy s'est donc servilement déculotté, et a donc exprimé des regrets d'une sincérité indigne, pour des actes que la SNCF a elle-même subi sous l'oppression de l'occupant allemand. Il convient de rappeler à Monsieur Pépy, et à l'Amérique bien pensante, que des milliers de cheminots contraints par la force, de faire circuler ces trains de la honte ; œuvraient aussi dans la clandestinité pour les empêcher d'arriver à bond port et qu'un grand nombre d'entre eux y ont laissé leurs vies !

Enfin, si les américains étaient les champions de la morale, ils commenceraient par balayer devant leur porte ! Ils peuvent s'estimer heureux, que le Président chinois lors de sa dernière visite à Washington, n'ait pas conditionné la signature des 45 milliards de dollars de contrats en faveur des Etats-Unis, à la reconnaissance par Barack Obama du génocide des Indiens d'Amérique du Nord qui étaient encore entre 50 et 80 millions avant la conquête de l'Ouest, et qui ont vu leur population décimée au point de ne plus compter que 2,5 millions d'âmes aujourd'hui, en grande partie parqués dans des « réserves » avec pour seul moyen de subsistance les minimas sociaux.

Ça m'gratte

Ils manquent d'humour

Ce samedi matin, s'est déroulé dans le club house du complexe Calypso, la première cérémonie commune des vœux des 4 centre sociaux existants sur le Calaisis. Marck, Sangatte et deux pour Calais (Espace Fort et Matisse). Une assemblée très nombreuse, composée d'élus, d'administrateurs, de salariés, d'adhérents. Une assemblée qui a écouté avec beaucoup d'attention le remarquable discours du président du centre social de Marck. Un vrai moment de bonheur. Il y a été question d'humanité, de souffrances, de nécessité de répondre aux appels au secours, de la constatation que les centres sociaux restent bien souvent la dernière présence publique au cœur de quartier en grande difficulté, du fait que les moyens manquent dans une société où pourtant les riches sont toujours plus riches... Si la foule a applaudi, comme il se devait, le propos, nous on vous le dit : les élus de la ville de Calais faisaient pour leur part une sale tronche.

Sept fois dans ta bouche...

A l'occasion de l'ouverture de la permanence de son mouvement, un élu que chacun reconnaîtra, n'ayant probablement rien à proposer, s'est seulement inquiété de comment l'un de ses concurrents pourrait assumer la fonction qu'il brigait.

La réponse est simple, il vaut mieux un élu sobre qui a ainsi toute les chances de pouvoir assister aux réunions et d'y faire entendre la voix du Calaisis, qu'un élu qui courrait le risque d'être interpellé par la maréchaussée pour conduite en état d'ébriété et n'aurait ainsi aucune chance de parvenir aux réunions... Non ?

Le dessin

Tout est dans la façon de dire les choses... Notre dessinateur Babouse l'a bien compris...

LÉGÈRE BAISSÉ DU CHÔMAGE

